

BALP. 56

N° 20 = 22

1919

LA TRANSYLVANIE

Publication Bi-Mensuelle

Hommage à Sa Majesté la Reine de Roumanie

Tous les Roumains de Paris, dont le cœur est resté, sur la terre étrangère, malgré les lieues, les mois et parfois les années, si ardemment, si passionnément et si profondément roumain, et qui n'aspirent qu'à une chose : revoir dès qu'ils le pourront le sol sacré où reposent leurs Morts et le radieux ciel ancestral, la patrie devenue la *plus grande* patrie, tous les Roumains de Paris, dis-je, ont, au cours de ces dernières et, il faut oser l'ajouter, triomphales semaines, tressailli d'un légitime enthousiasme et palpité d'un rare et magnifique bonheur. S. M. la Reine de Roumanie, notre auguste et bien-aimée Souveraine, est venue, à deux reprises, passer quelques jours à Paris. De près ou de loin, tantôt pas à pas, tantôt seulement par là pensée, nous l'avons suivie de réception en réception, de triomphe en triomphe; et toujours et partout, contemplant son visage tout rayonnant de jeunesse et de beauté, buvant comme un nectar inconnu ses paroles, l'écoutant avec recueillement, pénétrant sans la moindre difficulté le secret de sa haute et sereine pensée, nous l'avons, tout entiers à notre émerveillement, admirée par les yeux, admirée par l'oreille, admirée plus encore par le cœur et par l'âme. Vécus au lendemain de la plus prodigieuse et plus exaltante des victoires, — une victoire chèrement achetée par tant d'épreuves et de luttes, de souffrances physiques, de tortures morales, d'angoisses sans nom et de douleurs, — nous pouvons dire que ces jours, au point de vue patriotique et à mille autres points de vue encore plus élevés, comptent parmi les plus simplement émouvants, les plus beaux et, assurément, les plus inoubliables qu'il nous ait été donné de vivre.

Donc, notre auguste Souveraine a, par deux fois, traversé Paris. Les deux fois, elle n'a fait, pour ainsi dire, que passer, mais quelle

victoire nouvelle que ce rapide passage ! Elle a passé, tout charme et toute majesté. Elle a passé divinement belle, plus belle que la Beauté, plus gracieuse que les Grâces, souriante, l'infini d'une âme dans son sourire, tour à tour spirituelle et pathétique, toujours persuasive et irrésistible, et, selon le vers, le doux vers racinien, traînant après soi tous les cœurs. Ses trois filles l'accompagnaient, comme elle toutes séduction, grâce, harmonie, sourire.

Elle nous a parlé de la gloire et des souffrances de son peuple, de son martyre si héroïque et, finalement, de son apothéose si éclatante et si juste, avec un accent des plus simples, des plus sincères, des plus poignants. Elle parle un français clair, abondant, éloquent. Elle ne cherche nullement ses mots, qui semblent venir sans effort, qui se pressent sur ses lèvres. L'écouter est vraiment un rare, très rare plaisir. Un léger accent d'outre-Manche, — l'indélébile sceau d'une illustre origine, — ajoute, indicible, un charme encore à tant de charmes.

Rarement on connaissait à l'avance l'emploi, varié à l'infini, de ses journées, ce qu'elle ferait, où elle irait; et cependant, toujours, une foule enthousiaste et émue se pressait sur son passage et, sachant ce qu'elle avait fait pour la noble cause des Alliés, c'est-à-dire pour l'immortelle et sainte cause du Droit, la saluait avec un respect fervent, mêlé d'admiration et de reconnaissance...

Paris l'a fêtée, acclamée. Paris a salué en elle la Reine bien-aimée d'un petit peuple allié, d'un peuple foncièrement latin et qui, de siècle en siècle, a su garder, intacte, la fierté de ses origines, d'un peuple qui; par sa volonté opiniâtre, sa passion de la justice, son culte de l'honneur et le sens profond qu'il avait de sa destinée historique, est devenu un très grand peuple; l'artiste au talent délicat et exquisément nuancé qu'élut une des sections de l'Institut de France, fier, comme on ne peut pas l'être plus, d'adjoindre à ses correspondants sans nombre, et tous plus talentueux et plus distingués les uns que les autres, une insigne... correspondante; la Muse inspirée à qui nous devons des impressions vécues du plus haut intérêt, des « proses » harmonieuses, plus belles que les plus beaux vers, des pages émouvantes entre toutes par leur sincérité, par leur simplicité; l'auguste, très auguste Infirmière qui, pendant si longtemps, s'est penchée infatigablement au chevet des blessés, des malades, des mourants, de ces héros obscurs, de ces vrais saints du devoir, ranimant les courages à force de tendresse, remplaçant la mère ou l'épouse, la sœur ou la promise absentes, tout abnégation sublime et dévouement; Celle qui,

chacun le sait, n'a point douté, même aux jours pires entre les jours, de la victoire finale du Droit et du radieux épanouissement de toutes les libertés légitimes et sacrées; Celle qui, après avoir été la Reine « des Roumains » règne aujourd'hui sur « tous les Roumains »; et aussi la toute simple et admirable femme, la mère au cœur si pathétiquement aimant, au grand cœur doublement crucifié, qui perdit son plus jeune enfant aux jours deux fois tragiques où l'ennemi haï approchait à grands pas, semant la ruine avec la mort, la chrétienne qui sait bien que la tombe n'est point la fin de toute chose, mais que, là-haut, un jour, ange à la droite de Dieu, elle reverra son cher enfant, holocauste ingénu que Dieu exigea d'elle pour le salut de la patrie, le triomphe irrévocable de la Justice et la résurrection quasi pascalle du monde...

Elle s'en est retournée, là-bas, aux lieux aimés où nos yeux surpris, éblouis, se sont ouverts jadis à la lumière du jour et où, si délicieusement et si paisiblement (ô cruelle ironie des mots!), notre enfance a rêvé; au cher pays où nos pensées, qui ont de frémissantes ailes et qui volent, animées d'une audace icarienne, vers les cieux ruisselants de clarté, la devancent avec une tendresse impatiente... Nous l'avons vue partir, une larme sacrée au coin des yeux... Jusqu'au dernier instant, elle nous est apparue belle d'une sereine et lumineuse beauté, tout charme, tout esprit et grâce, oh! toute grâce, semeuse d'espérance et créatrice de joie, ayant reçu du ciel tous les dons en partage et en particulier celui d'une éternelle jeunesse de traits et d'une jeunesse d'âme elle aussi éternelle, vivante image d'un avenir resplendissant, traînant, comme dit Racine, tous les cœurs après soi...

LÉON LAHOVARY.

L'Europe devant le Bolchevisme

Un cri d'alarme des Roumains de Hongrie

D'après *Le Matin* :

Les événements de Budapest constituent avant tout une menace des plus graves pour la Transylvanie.

Nous avons donc demandé son opinion à un représentant des plus

qualifiés de ce pays, M. de Vaïda-Voëvod, ministre de Transylvanie dans le gouvernement roumain et ancien député au Reichstag hongrois.

— Le revirement de Budapest, nous a-t-il déclaré, ne me surprend aucunement. Depuis trois mois, nous le savions par des documents irréfutables, M. Karolyi faisait du bolchevisme ; mais, dans sa pensée, ce ne devait être que du bolchevisme d'exportation, destiné à ruiner les nations voisines, et aussi du bolchevisme de chantage, devant influencer les gouvernements de l'Entente.

« Dès son avènement au pouvoir, Karolyi a fondé à Budapest, 1, rue Mehmed-Ali, une officine de propagande bolchevik alimentée par de nombreux millions. On y fabriquait journallement des proclamations rédigées en tchèque, en serbe et en roumain, que des avions ou des agents allaient répandre en Croatie, en Transylvanie occupée par les troupes roumaines, et en Slovaquie.

« Ce bureau était en contact étroit avec les bolcheviks russes, et notamment avec les bolcheviks ruthènes de la Galicie orientale, qui ne sont qu'une variante des maximalistes de Moscou.

« Lorsque les troupes roumaines ont occupé Marmoros-Siget, en Hongrie septentrionale, elles y ont fait prisonniers 800 soldats bolcheviks, avec armes, argent et bagages, venus de Russie, en Galicie d'abord, en Hongrie ensuite. Donc, il y a deux mois déjà, la liaison entre Karolyi et Lenine, entre Moscou et Budapest, était parfaite. Et les Magyars ont poussé l'impudence jusqu'à pratiquer leur manège sous l'œil même des autorités militaires alliées qui occupaient leur capitale. Le poste radiotélégraphique de Budapest transmettait et recevait librement des messages de Moscou, de Berlin et de... Paris. Ceci peut paraître invraisemblable ; c'est malheureusement un fait.

« En s'en allant aujourd'hui, en faisant le geste théâtral de remettre le pouvoir au peuple, Karolyi ne fait que sanctionner ouvertement une situation de fait. Les mêmes hommes qui l'entouraient, ses complices, sont appelés à gouverner aujourd'hui la Hongrie qui avoue maintenant officiellement ses relations avec la république russe des soviets. Leur plan ? Il est clair et il suffit pour s'en rendre compte de jeter un coup d'œil sur la carte. Les bolcheviks russes, ukrainiens et hongrois préparent une action concertée contre la Roumanie (front de Besarabie et de Transylvanie) ; contre la Pologne (front de Galicie et de Lithuanie), contre la République tchéco-slovaque enfin, en s'attaquant à Presbourg et la Slovaquie.

« Il va sans dire qu'une telle action militaire sera combinée avec une

violente campagne de propagande et les bolcheviks ont dressé et payé dans ce but des légions de prisonniers tchéco-slovaques et roumains qui se trouvaient en Russie, et qu'ils ont réussi à gagner (on se doute par quels moyens !) à leur cause.

« La triple alliance bolchevik, russo-ukraino-magyare se propose donc d'emporter les derniers centres de la résistance ententophile en Orient. Y parviendra-t-elle ?

« Ceci dépend entièrement de nous, c'est-à-dire des gouvernements de l'Entente, car, empressons-nous de le dire, il ne faut pas un grand effort pour contrecarrer tout ce plan. Déjà la cause commune a remporté un gros succès grâce à la résistance héroïque des Polonais près de Lemberg. Lorsque les Magyars se sont décidés à unir leur sort à celui des bolcheviks, ils fondaient leur espoir sur la fausse nouvelle répandue à Budapest de la chute de Lemberg. Cette ville, se trouvant toujours entre les mains des Polonais, la liaison entre les forces hongroises et ukrainiennes est encore provisoirement très précaire.

« Il convient donc de tirer parti de cette situation, momentanément encore favorable et entreprendre contre le bolchevisme une action énergique. *Il faut fortifier la barrière polono-roumaine qui, de la Baltique à la Mer Noire, isole l'Europe du bolchevisme oriental.*

« Notre situation en Roumanie est malheureusement sensiblement pareille à celle de la Pologne, c'est-à-dire que nous avons des hommes, beaucoup d'hommes, réfractaires à toute propagande, mais que nous ne pouvons ni vêtir, ni chausser, les Allemands ayant emporté jusqu'au dernier morceau de toile et de cuir. Qu'on nous envoie donc, ainsi qu'à nos alliés de Varsovie, les matières dont nous avons un si grand besoin, et alors, en établissant la liaison entre les deux pays, nous formerons une digue inébranlable.

« Mais il faut que cette action soit combinée avec une pression énergique sur Budapest. Le bolchevisme hongrois n'est pas le bolchevisme russe. Il est facile de ramener le Magyar à la raison si on lui fait comprendre que cette manœuvre, loin d'intimider les alliés, les rendra au contraire implacables à leur égard au moment du règlement final.

« Je tiens à ajouter que l'Europe ne doit pas douter de notre aptitude à nous, Roumains, à maintenir l'ordre et le respect des lois. Pour s'en convaincre, qu'on vienne voir ce qui se passe en Transylvanie. Une ligne de démarcation divise encore cette province. D'un côté, du côté roumain, l'ordre règne le plus parfait, tandis que chez les Magyars c'est l'anarchie et un régime de terreur et de violence. »

Les Serbes et les Roumains du Timoc

En présence du mouvement national des Roumains du Timoc, qui, s'appuyant sur les principes wilsoniens, signalent à l'opinion publique leur sort douloureux et revendiquent devant la Conférence de la Paix leur droit à la vie, la « Serbie » du 10 mars dernier trahit, sans le vouloir, par son style coléreux, l'inquiétude que le grave problème du Timoc inspire aux Serbes; et pour éviter l'embarras où la mettrait forcément une discussion sincère, elle nie franchement ou dénature les faits.

En conséquence, elle affirme : 1° que les Roumains du Timoc ne parlent pas tout à fait la même langue que les Roumains de Roumanie; 3° qu'ils sont, en Serbie, des citoyens libres; 4° qu'ils ne vivent pas en masse compacte; 5° qu'ils sont propriétaires des terres qu'ils occupent et se trouvent par ce fait dans une situation meilleure que leurs frères de Roumanie; 6° qu'ils parlent le serbe beaucoup mieux que le roumain.

Avant de réfuter chacune de ces affirmations, nous rappellerons tout d'abord que, sur cette question, toute une littérature écrite par des savants étrangers, et à laquelle, par bonheur, s'ajoutent même des ouvrages serbes, est là pour démentir la « Serbie ». Après quoi, point par point, nous essaierons de rétablir la vérité.

1° La langue que parlent les Roumains du Timoc est, purement et simplement, la langue roumaine. Tout au plus si, par leur contact ininterrompu avec les Roumains de l'Olténie et avec ceux du Banat, ont-ils une prononciation spéciale, qui d'ailleurs, ne compte pas. On sait, du reste que, sauf le dialecte des Roumains de Macédoine, les autres Roumains de partout parlent la même langue et ne possèdent pas de dialectes. Aux Roumains du Timoc, on a défendu d'avoir leurs propres écoles, on a brûlé leurs livres et leurs bibliothèques, on leur a interdit de recevoir des journaux roumains; on les a menés de force dans les écoles serbes. Mais, pour avoir toujours vécu en masse compacte et n'avoir jamais renoncé à leur conscience naturelle, ils ont su garder leur langage parfaitement pur. Nous n'en voulons pour preuve que l'affirmation de l'auteur serbe T. Georgevici, lui-même, selon laquelle (« Croz Nasc Rumune » Belgrade 1906) : « Tous les Roumains de Serbie parlent le roumain ».

2° Pour ce qui est de leur sympathie pour la mère-patrie, est-il encore besoin d'en parler?! Le nombre fréquent des mariages contractés de tous temps entre les Roumains du Timoc et les Roumains du Royaume ainsi que l'habitude qu'ont toujours eue les Roumains du Timoc de se rendre l'été par groupes nombreux en Roumanie pour s'y livrer à des travaux agricoles, est-ce vraiment là de l'indifférence entre ces fils de la même race? Ce serait plutôt un excès de tendresse, de l'avis même des Serbes, puisque, après avoir commencé par leur opposer des obstacles, ces derniers ont fini tout récemment — et c'est l'œuvre de M. Pasitch — par interdire résolument aux Roumains du Timoc de franchir le Danube pour des travaux en Roumanie, en réservant ce droit aux Serbes seulement.

3° Que les Roumains du Timoc soient des citoyens serbes, nous ne le contestons pas. Mais, ces citoyens n'ont pas le droit d'avoir leurs écoles; à ces citoyens on défend toute culture nationale, et on les persécute chaque fois qu'ils ne veulent pas s'avouer Serbes. Peut-on, après cela les appeler « libres » ainsi que le fait la « Serbie »?

4° Quant à l'affirmation qu'ils ne constituent pas une masse compacte et que leur nombre ne dépasse pas 120.000, nous donnons la parole au même écrivain serbe, T. Georgevici, cité plus haut, qui dit textuellement : « Sur une superficie de 12.240 km. carrés, s'étendent les quatre districts du nord-est de la Serbie : Craïna, Morava, Pojarevatz et Timoc. Deux de ces quatre districts, ceux de Craïna et de Pojarevatz, sont habités par une population presque exclusivement roumaine. Et il continue : « Dans le Royaume de Serbie, on rencontre des Roumains depuis le mont Ratan jusqu'au Danube et de la Morava jusqu'au Timoc, c'est-à-dire dans les quatre départements qui forment le nord-est de la Serbie. Enfin, il ajoute : « Outre les deux départements de Craïna et de Pojarevatz, les Roumains occupent encore, dans le département du Timoc, les arrondissements nommés Zaïciar et Bolevatz; mais il faut ajouter, dans la région de la Morava les arrondissements du Paracin, Despotovatz et Resava. Dans les autres départements, on ne rencontre plus de Roumains en masses aussi compactes.

5° « Chez nous, les paysans roumains sont propriétaires de leurs terres », affirme la Serbie. Que veut-elle dire par là? Que si ces habitants faisaient partie de l'Etat roumain, ils en seraient dépossédés? Mais, dans cet ordre d'idées, la Roumanie vient de réaliser la plus hardie des réformes : l'expropriation des grands domaines pour la création de la propriété paysanne.

6° Pour nous rendre compte, enfin, si toute cette masse roumaine parle le serbe mieux que le roumain, écoutons encore ce que dit un journal serbe, la *Pravda* de Belgrade (n° 375 de 1909) : « Accompagné de quelques amis, j'ai entrepris une excursion à pied de Belgrade à Negotin, aller et retour. De Petrovatz par Clissoura, Gorniac, et de là jusqu'à Zaïciar et Negotin par les montagnes Homole, on ne rencontre qu'une *grande masse de Roumains*. La langue qu'ils parlent a pris, dans ces districts une telle prépondérance, qu'il y est très difficile de se servir du serbe. La preuve en est que les commerçants qui viennent en contact avec ces sauvages *sont obligés d'apprendre leur langue...* C'est une chose horrible à penser que le prêtre, l'instituteur ou même le maire *sont obligés de parler avec leurs concitoyens la langue roumaine*; et il est encore plus horrible de se dire qu'une chose semblable existe en réalité.

Voilà donc à quoi se réduisent les affirmations de la « Serbie », que nous nous abstenons de qualifier. Sans rhétorique aucune, mais d'une manière simple et précise, nous avons tenu à répondre à chacune ces affirmations; pour prouver que tous nos droits se maintiennent debout.

Nous autres Roumains du Timoc, masse ethnique nombreuse et compacte, qui avons su jusqu'ici et à travers toutes les tempêtes, rester nous-mêmes mais qui n'en avons pas moins beaucoup souffert; nous voulons aujourd'hui, avec le triomphe de la liberté dans le monde, qu'on nous reconnaisse le droit de vivre notre vie, de vivre la vie roumaine. Et si les gouvernements de Bucarest, dans leur souci exagéré des bons rapports avec la Serbie, n'ont jusqu'ici suscité cette grave question qu'avec discrétion en nous abandonnant presque, nous ne pouvons pas attendre plus longtemps. Nous saisissons donc cette occasion, unique et solennelle, qui seule, peut nous apporter le salut. Et nous demandons l'union à la mère-patrie, à la Roumanie, dont rien que le Danube nous sépare.

Toute autre garantie ou promesse de la part des Serbes nous laisserait sceptiques. N'ont-ils pas, par le traité de 1913, promis aux Roumains de Macédoine, le libre exercice de leurs droits culturels? Mais la paix une fois signée, ils ont fermé toutes les écoles roumaines en Macédoine. L'intolérance est chez les Serbes un dogme politique, dont ils ne se débarrasseront jamais; et à qui voudrait en douter encore, il suffirait de rappeler la récente protestation adressée à la Conférence de la paix par leurs propres frères, les Croates, protestation qu'on ne

peut pas imputer à une faction quelconque, puisqu'elle « a été résolue par l'Assemblée Nationale d'Agram le 3 février dernier », et qui proteste « contre les actes commis par l'armée serbe et contre l'agitation violente menée par la grande Serbie » (voir le *Temps* du 16 mars). Si les Serbes réussissent par leur intolérance à exaspérer jusqu'aux Croates, leurs propres frères, on peut deviner sans peine, le sort réservé aux non-Serbes dans la grande Serbie de demain.

D^r A. POPOVICI.

Président du Comité National des Roumains de Serbie.

Une communication fluviale entre l'Alsace et la Roumanie (1)

PAR LE RHIN, LE MAIN, LE CANAL LOUIS (LUDWIG) ET LE DANUBE

Je tiens à remercier l'ancien Chef de l'Etat-Major Général des armées roumaines, le général Iliesco, qui a bien voulu m'inspirer cet article ainsi que m'offrir les principaux éléments.

Dans ses visées d'une domination mondiale, l'Allemagne projetait de faire du Danube un « fleuve intérieur ». Elle voulait asservir économiquement et politiquement toutes les puissances riveraines de ce fleuve, étendre même les tentacules d'une Mittel-Europa jusqu'aux Indes. Le Danube et les détroits de la Mer Noire étaient destinés ainsi à devenir « la colonne vertébrale commerciale » des Empires de proie. Cela aurait été le couronnement du régime établi par Bismarck, au Congrès de Berlin.

La victoire du Maréchal Foch et le futur Congrès de Versailles reprendront, à coup sûr, l'idée par excellence anglo-latine, de la liberté du Danube, stipulée dans le traité de Paris de 1856. L'exclusion de non-riverains ne figurera plus comme cela fut fait dans l'odieux chiffon de papier de Bucarest, de 1918 (2). Ainsi qu'aux détroits du pont Euxin, un régime d'internationalisation devra être établi. La « Commission Européenne » des bouches du Danube pourra être remplacée,

(1) Etude publiée également dans la *Nouvelle Revue* du 1^{er} mai dernier.

(2) Voir chapitre VI du traité. Articles 24 à 28.

ou plus exactement étendue, à toute la longueur du fleuve par une « Commission Continentale et Européenne du Rhin et du Danube », à l'instar de la Compagnie de Suez.

Brisant les chaînes germaniques et relié déjà au Rhin par le canal Louis (Ludwig et le Main ce beau « chemin qui marche ») pourra devenir un véritable trait-d'union économique entre les puissances occidentales et le bloc allié, formé par quatre récentes marches de l'Est. En effet, en dehors de la Roumanie (1) et la Yougo-Slavie touchant au Danube, par des nouveaux canaux la Tchéco-Slovaquie et la Pologne lui seront également reliées (2). La Save prolongée jusqu'à l'Adriatique unira l'Italie au Danube. Enfin, par le Rhin (3), la Suisse peut communiquer par voie d'eau avec cette grande artère fluviale.

De plus, par la libération de la Turquie de l'emprise germanique, notre roi-fleuve aura à jouer non seulement un rôle européen, mais mondial. Les produits manufacturés français, anglais, belges ou suisses à destination des Balkans, au lieu de contourner l'Europe par la péninsule ibérique, pourront emprunter aussi cette bien plus courte voie fluviale, écoulant par Anvers ou Rotterdam vers Mayence-Bernberg-Ratisbonne-Vienne-Budapest-Belgrade-Portes-de-fer, Sulina, et même pousser une pointe plus loin, par Constantinople, pour rejoindre dans la Méditerranée, la traditionnelle route des Indes. Inversement, à côté de certains produits d'Asie, les remorqueurs du Danube remonteront vers le Rhin des chalands de pétrole, de bois et des futures céréales, surtout de Roumanie.

Bref, notre continent possèdera alors deux grandes routes trans-européennes : l'une terrestre le 45° (Bordeaux-Odessa (4) et l'autre fluviale, le Danube et les détroits de la Mer Noire, internationalisés.

**

Cette route entre l'Alsace et la Roumanie fut utilisée bien avant la guerre. En 1906, le gouvernement de Bucarest fit entrer par ce chemin, huit croiseurs-vedettes commandés en Angleterre, la Sublime

(1) La Roumanie-Transcarpathique (Transylvanie, Maramouresh, Crishiana et Banat) sera plus étroitement reliée au Danube par un canal projeté : Somesh-Muresh et Theis.

(2) L'Elbe par un canal unissant le Moldau au Danube, et la Vistule sera reliée à l'Oder, à l'Elbe et au Pruth, affluent du Danube.

(3) Navigable en tout temps jusqu'à Strasbourg, il ne l'est que pour certains tonnages jusqu'à Bâle. On projette de le rendre navigable même jusqu'au lac de Constance, à sa source.

(4) Le 45° parallèle sera relié à Londres par le tronçon Lyon-Paris et le Tunnel de la Manche. Par le tunnel, également projeté en face de Constantinople, sera faite la jonction avec la ligne asiatique : Scutari-Haidar-Pacha-Bagdad-Golfe Persique.

Porte s'étant opposée à leur passage par les Détroits (1). On connaît également l'immense profit que l'ennemi sut tirer durant les quatre années d'hostilités (2). Aujourd'hui, le Rhin et le Danube trouveraient un excellent emploi pour les transports entre la France et le sud-est de l'Europe. Ce transport serait d'autant plus facilité par le fait que le matériel de navigation se trouve sur place. La Russie, la Serbie, et *notamment* la Roumanie, la Hongrie, l'Autriche et l'Allemagne possédaient d'importantes sociétés de navigation sur le Danube. Une grande concurrence existait surtout entre les sociétés austro-hongroises et allemandes.

Voici quelques données (3) pour l'avant-guerre.

La Roumanie : Le service des transports créé en 1897 sous le nom de « Navigation Fluviale Roumaine » disposait de :

14 remorqueurs;

13 bateaux à vapeur pour voyageurs;

14 navires citernes pour le transport de pétrole, et

108 chalands d'un tonnage en lourd de 80.000 tonneaux.

La Hongrie : Créa sa « Société Royale Hongroise de Navigation » sur le Danube en 1895, et disposait de :

48 vapeurs pour voyageurs;

250 chalands avec un tonnage en lourd de 120.000 tonnes.

L'Autriche : La « Société Impériale Autrichienne » créée en 1829, comptait en 1914 :

134 remorqueurs et navires à vapeurs pour voyageurs;

854 chalands d'un tonnage en lourd de 434.264 tonneaux.

L'Autriche devint en fait propriétaire de la « Société Sud-Allemande » de navigation qui possédait :

70.000 tonnes tonnage en lourd (remorqueurs et chalands).

L'Allemagne : Concernant la « Société Sud-Allemande », elle, ne possède — comme nous l'avons vu — que le pavillon allemand, car elle est dirigée par le Ministère du commerce autrichien. La Deutsche Bank, fortement intéressée au pétrole roumain, créa une importante société de navigation : « Le Lloyd Bavarois ». A Francfort, la firme Donau-Main-Rheinshiffart-Gesellschaft dispose de 10 bateaux-réservés.

(1) Ces unités devant servir à la division fluviale de l'armée roumaine, pour la défense du Bas-Danube.

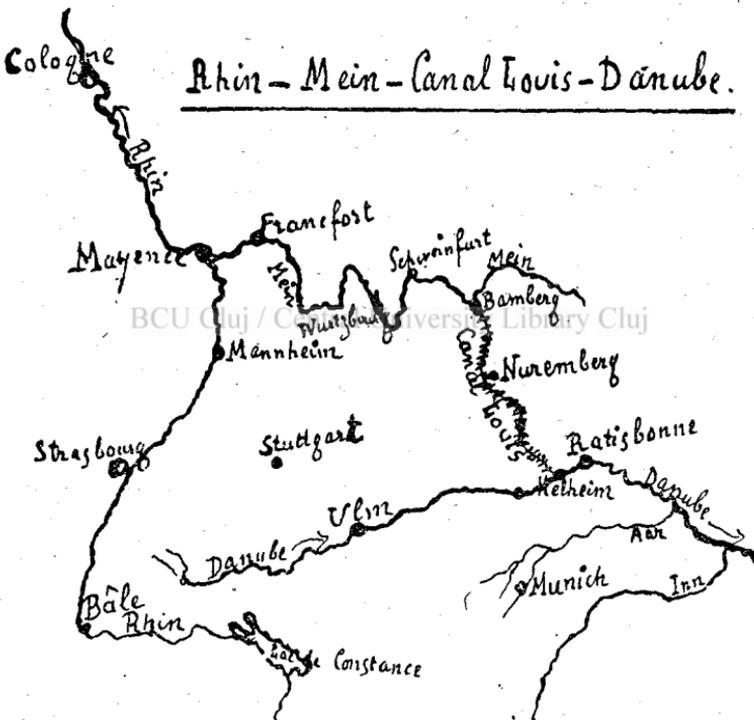
(2) En dehors des transports militaires, bois, pétrole et récoltes de la Valachie occupée, entrèrent en Allemagne par le Danube.

(3) Nous conseillons la lecture de l'étude : « Le Danube et les intérêts économiques de l'Europe. » Imprimé chez Dubois et Bauer, 34, rue Lafitte, Paris 1916, où nous avons extrait la plupart de ces données ainsi que de précieux renseignements, également « Le Danube », par C. I. Balcoianu. Aperçu historique, économique et politique. Préface de M. Vintila I. Bratianu, Paris, Recueil Sirey 1917.

voirs à essence de 100 tonnes chacun faisant ordinairement le service de Regensburg (Ratisbonne) à Francfort (1). La navigation du Danube au Main est faible. Les bateaux-utilisés portent 100 tonnes.

Il est à remarquer qu'une grande partie de ces remorqueurs sont déjà transformés pour utilisés les résidus du pétrole (le mazout), ainsi que les chalands sont spécialisés pour le transport des pétroles bruts et des essences, de Roumanie jusqu'à Regensburg.

Le pipeline de Valachie, conduisant le pétrole de ses puits d'extraction, des montagnes à la mer à Constantza, et pourvues à Cernavoda (c'est-à-dire l'endroit où il traverse le Danube) d'un dispositif



Carte communiquée par la Nouvelle Revue

spécial, de façon à ce qu'on puisse directement en charger les chalands stationnant dans ce port danubien. On peut ainsi diriger le pétrole en France par le Danube, au lieu de lui faire prendre l'ancienne voie maritime de Constantza-Constantinople-Marseille, ou par Gibraltar pour Anvers et Rotterdam.

(1) La durée de ce trajet est d'environ 14 jours. Le trajet par voie fluviale de Roumanie à Regensburg est d'environ trois semaines.

Après le rapide coup d'œil du nombre et du tonnage des sociétés de navigation danubiennes, nous croyons utile d'ajouter quelques indications sommaires sur la *caractéristique des canaux et rivières de Mayence au Danube* :

1° *Main, de Mayence à Offenbach*, distance : 43 km. tirant d'eau utilisable : 2 m. 50;

2° *Main, de Offenbach à Kahl*, distance : 24 km. tirant d'eau : un mètre;

3° *Main, de Kahl à Bischberg*, distance : 326 km. tirant d'eau : 0 m. 90 aux basses eaux; 1 m. 70 aux eaux moyennes.

4° *Rivière Reguttz-Bischberg à Bamberg*, distance : 5 km. tirant d'eau 0 m. 90;

5° *Canal Louis de Bamberg à Kelheim*, distance : 172 km., tirant d'eau : 1 mètre à 1 m. 25. Le canal Louis comporte 100 écluses ayant comme caractéristiques : longueur 32 m. 10, largeur 4 m. 47;

6° *Danube-Kelheim à Regensburg* (Ratisbonne), distance : 36 km., tirant d'eau, 0 m. 90 basses eaux, 1 m. 95 eaux moyennes;

7° *Danube-Regensburg* (Ratisbonne), à *frontière Autriche-Bavière*, distance : 177 km., tirant d'eau, 1 m. 30 à 1 m. 50; -

8° *Danube, frontière Autriche-Bavière, à Vienne*, distance : 273 km.

Les écluses du canal Louis sont les plus petits; l'Allemagne même projetait d'élargir ce canal !

**

De ces quelques considérations sur une communication fluviale entre la France, par l'Alsace et la Roumanie, une conclusion se dégage : *la Conférence de la paix devra céder à la France les sociétés de navigation danubienne des Centraux, à titre d'indemnité, de même que les bateaux de la marine marchande allemande arboreront en majeure partie le pavillon britannique.*

La France la plus grande puissance continentale pourra être ainsi reliée d'une façon constante avec sa sœur latine des Carpathes et leurs alliés yougo-slaves et tchéco-slovaques, par le plus beau fleuve de l'Europe *internationalisé*. Elle pourrait ainsi alimenter avec des pétroles et des essences roumains, non seulement la région occupée par les alliés sur la rive gauche du Rhin mais son territoire même pour faire baisser les prix actuels des pétroles américains.

CONSTANTIN D. MAVRODIN.

Les tendances de la politique hongroise concernant les Nationalités (1)

L'article qui suit est de M. Oscar Jászi, ancien ministre du gouvernement du comte Karolyi. Personne ne peut peindre avec plus d'autorité et d'impartialité le régime hongrois.

La Hongrie n'est pas formée par un peuple parlant la même langue mais par la réunion de plusieurs nationalités. D'après le recensement de 1900, la population s'élevait à 16.721.574 habitants (non compris la Croatie et la Slavonie). La population de langue hongroise comptait 8.588.834 âmes (soit 51.4 % de la population totale) : celle d'autres langues 8.132.740 (48.6 %).

La population de langue non hongroise se répartissait de la manière suivante :

Allemands	1.980.423 (11.8 %)
Slovaques	1.991.402 (11.9 %)
Roumains	2.784.726 (16.7 %)
Ruthènes	423.159 (2.5 %)
Croates	188.532 (1.1 %)
Serbes	434.641 (2.6 %)
Autres	329.837 (2.0 %)

La Hongrie est donc un pays dont la population est des plus mélangée ; le tableau sera encore plus bigarré si en consultant l'histoire nous voyons tous les éléments qui se sont établis ici et qui ont été assimilés soit par des diverses nationalités. Pour ce qui concerne cette question, M. Armin Vambergy, un savant de haute compétence, s'exprime de la manière suivante : « La génération actuelle du peuple hongrois n'a plus une seule goutte du sang de ses aïeux... ce n'est pas seulement un peuple mélangé, mais aussi le peuple le plus bariolé du monde connu, la Hongrie ayant été, à travers des siècles, le lieu d'établissement et le point de cristallisation de tous les éléments de peuples venus d'Orient ou d'Occident ».

Les nationalités du pays sont en partie indigènes (les Slovaques et peut-être une partie des Roumains) en partie des peuplades immigrées. Leur puissance politique et leur conscience nationale sont bien différentes et dépendent de leur passé historique, de leur force économique et de leur état de culture intellectuelle ; mais les nationalités slovaques et roumaines forment, en tout cas, le principal élément au point de vue du nombre et de l'influence politique. Les Saxons de la Transylvanie, les plus avancés au point de vue de la culture intellectuelle, jouent par suite de leur nombre minime, un rôle bien moins important dans la lutte des nationalités ; ils se contentent d'ailleurs de conclure avec le gouvernement des compromis avan-

(1) Extrait de l'ouvrage : *La Hongrie Contemporaine et le Suffrage Universel*. Paris, V. Giard, E. Brière, 1909.

tageux qui maintiennent les bonnes relations et arrivent ainsi à suivre une politique solidaire avec les Hongrois contre les Roumains).

En dépit de son passé et de son caractère polyglotte, la Hongrie ne connaissait pas autrefois les luttes avec les nationalités. Elle ne pouvait pas d'ailleurs les connaître; nous savons, en effet, aujourd'hui que l'idée de nationalité est un produit moderne et qu'il est en relation étroite avec le passage de l'état économique naturel à la production des marchandises et avec la vie des villes industrielles et commerciales. Comme ces bases économiques de la vie moderne se sont, pour des causes historiques, développées chez nous plus tard qu'en Occident, nous ne pouvons également parler que bien plus tard des aspirations nationales et des tendances des nationalités conscientes : ces luttes n'apparaissent, en effet, que dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.

Au moyen-âge, c'était uniquement la *una eademque nobilitas*, quelle que fût sa langue ou son origine, qui formait la nation, tandis que la plèbe ou les serfs, sans droits, ou tout au plus sous la protection du roi, n'étaient pas même considérés comme partie intégrante de la nation. Personne ne s'occupait de la langue ou de la nationalité de cette grande masse. L'élément bourgeois des villes a toujours été en Hongrie faible et étranger; il ne jouissait que de quelques privilèges accordés par le roi qui, en outre, le protégeait contre les attaques de la noblesse. La langue et la nationalité du peuple n'étant pas prises en considération et la noblesse ne s'occupant pas non plus de sa propre langue, c'est le latin, qui devint la langue de la vie publique et de l'élite intellectuelle; quant à la haute noblesse, elle avait de son côté adopté la langue et les habitudes de la cour viennoise. La dénationalisation de la noblesse fut tellement complète que : « A Zemplén, dans ce comitat si *Kurucz* (insurgent sous Ralóczi) — écrit l'historien Acsári — on proclama en 1826 que l'emploi de la langue hongroise est un danger pour la Constitution et pour tous les droits en général (c'est un membre de la famille célèbre de Matolay qui l'a prétendu) et que c'en est fait de la religion si l'on supprime la langue latine. Dans certains cercles, on considérait la réforme de la langue comme une lutte dirigée contre l'Eglise ». C'est donc un anachronisme évident que de parler dans ce temps-là du mouvement des nationalités, dans le sens moderne du mot; les révoltes et les émeutes sanglantes que quelques historiens nous montrent comme des soulèvements de nationalités ne sont que des mouvements sociaux envenimés par les disputes religieuses (efforts de conversion de l'Eglise catholique romaine dominante et de l'Eglise calviniste).

Les aspirations qui font véritablement penser aux nationalités, c'est-à-dire la lutte acharnée des Hongrois pour l'Etat national unitaire d'une part et la lutte désespérée des nationalités pour le maintien de leur conscience nationale, pour le développement de leur individualité et pour la conquête de l'égalité nationale d'autre part sont beaucoup plus tardives; elles remontent aux aspirations, aux combats et aux révolutions qui ont renversé l'ancien régime et créé l'Etat hongrois moderne. On peut ajouter que l'idée nationale et la question des nationalités, qui l'accompagne, ne sont qu'une contre-partie de ces forces économiques et sociales qui ont conduit à la

suppression de la servitude et ont jeté les fondements de l'Etat moderne.

La cause fondamentale de ce mouvement — les autres n'en sont que les circonstances concomitantes — c'est la transformation de l'élevage du bétail, qui était jusqu'alors la principale base de l'économie sociale, en agriculture. Cette transformation fut bientôt suivie par la production pour le commerce, par l'élan de l'industrie, par la formation de la vie intense des villes, par le renforcement de la classe bourgeoise et finalement par la diffusion rapide de l'école populaire. Toutes ces nouvelles forces économiques et intellectuelles se heurtèrent bientôt à la constitution surannée de la Hongrie, à la langue latine, impropre à la vie moderne, à l'incertitude juridique des comitats et de la cour seigneuriale et, ce qui est pire encore, au système féodal qui était un obstacle à l'agriculture intensive et qui au lieu de créer une vie nationale, entretenait un particularisme étroit et retardé. C'est ainsi que l'idée nationale devint le cri d'alarme de tous ceux qui voulaient assurer l'indépendance du pays contre la suprématie de l'Autriche et remplacer le particularisme des comitats par la représentation populaire et par le ministère responsable. L'idée nationale, ici comme partout ailleurs, marque la lutte de la bourgeoisie contre le féodalisme; et cette lutte est menée en grande partie par la noblesse appauvrie et par la classe intelligente, car toutes deux ont été élevées dans les idées de la révolution française. C'est ainsi que se trouvèrent face à face l'absolutisme de Vienne (qui s'effraya bientôt des réformes libérales de ses prédécesseurs) et la Hongrie révolutionnaire : la noblesse et l'élite intellectuelle s'appuyant sur les grandes masses de paysans. Et dans la chaleur de la lutte, plus la noblesse adopte les principes du radicalisme, plus la Cour de Vienne s'effraye et s'éloigne de cet esprit libéral et adopte finalement une politique de réaction. A ce moment, la noblesse hongroise est véritablement dépositaire du progrès social; comme telle, elle possède la sympathie des démocrates du monde entier car elle défend l'intégrité de sa vie d'Etat contre l'Autriche et les droits du libéralisme moderne contre la haute noblesse et le haut clergé.

Le sort de la révolution hongroise fut pourtant décidé sitôt que la noblesse — qui avait su sacrifier ses droits de classe privilégiée — fut incapable de mettre un frein à son orgueil de race et de gagner l'appui des nationalités en faveur de la cause commune. L'union de la Transylvanie à la Hongrie, faite à l'aide de la violence, fit éclater bientôt le mécontentement causé depuis des siècles par l'oppression féodale et par les persécutions religieuses. L'Autriche trouva ainsi un terrain favorable d'excitation parmi des nationalités de telle sorte que la cause hongroise, malgré la lutte héroïque de la nation écrasée par les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, échoua.

Mais quelle que fût l'habileté qu'on eût déployée, il aurait été peut-être impossible de signer et de maintenir à cette époque la paix entre les nationalités. Celles-ci s'opposèrent opiniâtrement à l'union de la Transylvanie et exigèrent pour leur compte non seulement la jouissance des mêmes droits politiques mais aussi leur indépendance territoriale et se trouvèrent par là en contradiction avec les forces créées par le développement historique. A leurs

yeux, l'union se présentait comme une intrigue de la noblesse hongroise de Transylvanie, qui, avec l'appui de la Hongrie, avait voulu assurer ses privilèges. Il est possible que l'union soit véritablement due à ces motifs; il est en tout cas certain qu'elle a marqué la victoire de l'oligarchie des classes privilégiées sur les anciens droits d'autonomie dont quelques-uns (l'Université saxonne) étaient bien remarquables. Si nous examinons pourtant les choses au point de vue historique, nous ne tarderons pas à nous apercevoir que l'union de la Transylvanie est une partie indispensable de ce procédé qui a eu pour conséquence de faire de la Hongrie une unité économique, juridique et administrative. La *Unita Italia* et la *Unita Hungaria* — bien que les événements historiques aient été différents — signifient tout à fait le même procédé. L'Etat moderne et la vie économique moderne sont impossibles à côté du particularisme local et même le sacrifice de corporations administratives plus développées marque un progrès car il nous conduit vers une unification plus vaste, vers une assimilation plus large et vers une efficacité économique plus grande. *Le particularisme local et intransigeant des nationalités, d'une part et le préjugé de race de la noblesse hongroise, d'autre part, devaient nécessairement conduire à une catastrophe.*

La catastrophe ouvrit la place à l'absolutisme autrichien et en 1863, à la Constitution impériale fédérative. Cet essai de même que le plan de *Gross-Oesterreich* échoua sur le champ de bataille de Konigratz et la suite en fut le compromis avec la Hongrie en 1867, compromis qui était en premier favorable à la dynastie, ensuite aux employés et aux bourgeois allemands et finalement à la noblesse hongroise et polonaise.

La première tâche du nouveau parlement, après les tristes expériences du passé, était la solution de la question des nationalités; elle fut réglée par la loi XLIV en 1868.

Cette loi mérite aussi notre attention pour d'autres raisons parce qu'elle nous permet de comprendre la lutte actuelle des nationalités. Cette loi a été élaborée selon les idées du baron Joseph Eotvös et des doctrinaires hongrois qui étaient les hommes les plus cultivés et les plus « européens » de cette époque. Le point de vue de Joseph Eotvös, défendu avec un grand appareil scientifique est à peu près le suivant : Les Hongrois non seulement assurent mais soutiennent aussi le libre développement des nationalités en s'appuyant sur le principe de l'égalité devant la loi; mais la constitution des corporations territoriales d'ordre de droit public est en contradiction avec l'esprit de l'Etat moderne. Il n'est pas permis de diviser le pays; il faut cependant assurer sur toute la ligne le libre développement intellectuel et économique des nationalités. Les Hongrois y sont complètement disposés, mais uniquement autant que l'intégrité territoriale et juridique de l'Etat hongrois sera respectée. Cette loi est donc faite conformément à l'adresse du parlement de 1861, qui déclara : « Nous voulons que ni la religion, ni la nationalité ne fasse de différence parmi les citoyens dans la jouissance des droits politiques; les prétentions de nos concitoyens d'autre nationalité, en tant qu'elles ne visent pas l'intégrité et l'indépendance de l'Etat, devront être assurées par des lois. »

En effet, la loi sur l'égalité des nationalités est restée fidèle à ses

nobles intentions. Outre la langue officielle, elle fait valoir dans la mesure du possible dans la vie publique — surtout dans l'administration autonome des comitats — la langue des nationalités et veille à ce que les citoyens, qui ne connaissent pas la langue officielle, n'aient pas de vexations à supporter. Pour ce qui concerne l'instruction publique, elle pose ce principe fondamental que l'Etat donne dans ses écoles aux « citoyens, quelle que soit leur nationalité, le moyen d'apprendre leur langue maternelle jusqu'au commencement des études académiques ». Elle déclare ensuite que « dans les régions où on parle plusieurs langues, chacune de ces dernières aura sa chaire dans les établissements d'instruction secondaire et supérieure que l'on fondera ou qui existent déjà ». La loi accorde encore le droit d'association dans n'importe quel but économique et intellectuel à toutes les nationalités. Dans le choix des fonctionnaires « ce sont les aptitudes personnelles qui sont à prendre en considération. La nationalité ne peut être considérée comme obstacle, alors qu'il s'agit de nommer une personne à quelque fonction ou à quelque dignité. Au contraire, le gouvernement veillera à ce que les juges, les fonctionnaires administratifs et surtout les préfets soient choisis entre les membres des différentes nationalités qui connaissent en outre les langues nécessaires ».

Ces détails montrent assez clairement l'esprit de la loi qui, si elle n'a pas représenté peut-être sincèrement l'opinion de la majorité parlementaire, a en tout cas été conforme aux convictions sincères des grands hommes de la renaissance hongroise : Kossuth, Wesselenyi, Deak, Eotvos, Széchenyi. Il est vrai que la loi est quelquefois un peu obscure ou insuffisamment précise ; mais il est bien certain, que la commission d'élaboration n'a eu en vue aucune assimilation forcée, pas plus qu'aucun procédé analogue.

Connaissant cet esprit et cette loi, nous devons établir un fait bien important : les nationalités ne voulurent pas accepter la nouvelle loi. Le point de vue hongrois leur parut peu généreux et trop impatient ; elles s'en tinrent donc à l'ancien programme, la séparation territoriale.

Depuis un demi-siècle la situation est complètement chargée. Les Hongrois chauvins murmurent contre la loi des nationalités : ils n'en exécutent plus les dispositions ou en corrompent le sens. La magyarisation est le but manifeste du parlement ; les députés des nationalités sont l'objet d'insultes et de grossièretés bien que la plupart d'entre eux n'emploient que les expressions les plus conciliantes et les plus modérées.

En présence de ces faits, les nationalités réclament de plus en plus hautement l'exécution de la loi. Elles louent la sagesse de celui qui l'a élaborée ; le défenseur de la loi, Louis de Mocsáry, est devenu presque un héros des nationalités opprimées. Il n'est plus question de délimitation territoriale ; les successeurs de l'université saxonne sont dans le parti constitutionnel et de nombreux descendants des combattants du voyvode serbe dans le parti de l'indépendance.

La loi attaquée avec une telle vigueur est devenue la forteresse principale de la défense des nationalités.

Qu'est-il arrivé ici ? La réponse à cette demande nous donne la clef du

problème des nationalités et nous ramène au cœur même de la question.

Le compromis de 1867 a livré le pays à la domination exclusive des classes nobles. Une classe bourgeoise importante n'existait pas; les intellectuels et le capital juif — usurier dans sa plus grande partie — trouvèrent des satisfactions rémunératrices en se mettant au service de la « gentry » (1) et de l'aristocratie. La classe gentry, secouée de sa vie oisive par l'abolition de la féodalité et par la nouvelle vie économique, ne put pas s'adapter au nouvel état de choses et échoua. C'est alors Kalman de Tisza qui commence sa fameuse politique, qui a pour but de relever la classe noble, en lui réservant toutes les fonctions. Les emplois les plus lucratifs et les plus commodes, la plus grande partie des places dite élégantes devinrent le privilège exclusif de la classe gentry et le sont encore aujourd'hui (2). Les comitats surtout étaient bien appropriés pour procurer aux gentry des places *sine cura*, qui leur assurent l'existence. Cette politique d'élevage aristocratique — si on peut s'exprimer ainsi — donna naissance à une idéologie collective qui voulait éloigner la classe moyenne des autres nationalités des emplois et des comitats. La lutte pour l'existence, l'ancienne hautaineté des nobles et les souvenirs sanglants des temps révolutionnaires — surtout en Transylvanie, où beaucoup de familles hongroises ont été les victimes des soulèvements roumains — l'antipathie esthétique, pour ainsi dire, qu'éprouvent les gens demi-instruits pour la langue et la religion étrangères, le bruit de la presse affairée, spéculant sur les sources du chauvinisme : tout cela a contribué à faire prospérer l'idéologie de « l'ennemi commun », du « danger des nationalités », du « dacoromanisme » et du « panslavisme ».

Bientôt une nouvelle force non moins puissante fit sentir ses effets dans le même sens. Plus le parti de l'indépendance se développa, plus il attaqua le parti libéral pour sa politique à l'égard de l'Autriche et plus il fit ressortir dans les questions de droit public le mécontentement économique et social du peuple et des petits industriels ruinés par l'industrie de fabrique de l'Autriche. D'autre part, l'excitation causée par la question des nationalités fut utile au système de 67 : elle lui procura, en effet, des triomphes patriotiques faciles et détourna l'attention du public des questions qui auraient été désagréables au gouvernement. En outre, l'argument principal du Compromis fut dès cette époque que la Hongrie ne peut d'ailleurs se défendre efficacement contre le danger des nationalités qu'avec l'appui de l'Autriche. Maintenant que la coalition est arrivée au pouvoir, que la domination de l'Autriche est devenue plus manifeste et que les politiciens de l'indépendance ont perdu tout leur prestige, il est bien naturel que le

(1) On appelle ainsi, à l'exemple anglais, les nobles qui possèdent des propriétés moyennes (les *hobereaux plus aisés*).

(2) Louis de Mocsary a calculé que parmi 9.541 fonctionnaires il n'y en a que 199 qui sont d'origine roumaine. Cela veut dire : « que les Roumains ne forment que les 2 % des fonctionnaires nommés alors qu'ils forment pourtant les 20 % de la population totale. Ces deux pour cent même n'occupent dans leur immense majorité que des emplois insignifiants : il n'y en a aucun qui soit préfet ». « Quelques mots sur la question des nationalités », Budapest, 1886. En Hongrois. Cette tendance ne s'est pas améliorée depuis.

bureau de presse de la Présidence du Conseil agrandit encore davantage le spectre du « danger des nationalités ».

L'assimilation, conséquence de la vie économique et politique qui, depuis le compromis, avait pris un élan inconnu jusqu'alors, a encore renforcé cette tendance. Le rôle des déserteurs des nationalités et des juifs renégats est à ce sujet bien grand et important, puisque, sitôt qu'ils se convertissent — c'est un des traits caractéristiques de leur psychologie — ils s'efforcent de représenter avec le plus de bruit possible, et avec les moyens les plus éclatants les intérêts qu'ils ont pris à tâche de servir.

Ces points de vue de classe et de politique de parti n'expliquent pas cependant d'une manière suffisante le processus empreint d'un caractère général, qui nous occupe maintenant. Le gouvernement, les gentry et les juifs seuls n'auraient pas pu atteindre un si grand résultat. La base de cette transformation n'est pas à rechercher dans ces procédés d'un ordre secondaire, mais dans ce fait que toutes les forces économiques, intellectuelles et politiques de l'Etat se sont mises au service des Hongrois et surtout de la classe historique. Les places, remplies autrefois par des fonctionnaires choisis dans les rangs des nationalités et de la bourgeoisie autrichienne, ont été exclusivement occupées par la noblesse hongroise ou du moins par des éléments bourgeois qui se sont assimilés à leur idéologie. Au parlement, les nationalités ne purent pendant longtemps faire entendre leur voix; au milieu des discordes des nationalités autrichiennes, le centre de gravité de la monarchie sembla se déplacer vers le parlement hongrois, plus homogène et plus uni. L'assimilation naturelle se fit rapidement dans les territoires (1) extrêmement fertiles habités par les Hongrois; ces territoires devinrent le centre de la vie économique du pays. Les villes, par suite de l'industrie et du commerce qui s'étaient développés, et par suite des employés et intellectuels hongrois qui, élargissant leurs exigences de consommation, avaient attiré vers eux la population des campagnes pauvres et de la province oisive, deviennent de plus en plus hongroises (2) et dépassèrent en grandeur et en importance les centres de culture des nationalités. L'aristocratie d'origine étrangère devint entièrement hongroise et à mesure que les questions sociales prenaient de l'importance, elle se réclamait de l'origine hongroise et s'introduisait dans le parti de l'indépendance. Par les grandes constructions des chemins de fer et par la régularisation des eaux, le territoire du pays devient une unité économique. Comme le capitalisme se base justement sur la surproduction agricole, l'industrie, le commerce et la plus grande partie des banques arrivent (3) dans les mains des Hongrois (et sur-

(1) D'après certains écrivains, le nombre des individus de nationalités étrangères qui se sont assimilés aux Hongrois, s'élève à 2.700.000 pour les 120 dernières années.

(2) Sur 103 villes d'une population au-dessus de 5.000 habitants, 80 sont hongroises, 8 allemandes, 7 slovaques, 6 serbes et 2 roumaines.

(3) Les associations industrielles en 1897 se répartissaient de la manière suivante : 222 dans les régions hongroises, 27 dans les slovaques, 39 dans les roumaines. Parmi les établissements de crédit, 1.220 représentant un capital de 296.687,7 mille florins et 600.115,8 mille florins d'hypothèques, étaient hongrois ; 191 représentant un capital de 15.921,1 florins et 40.123,8 mille florins d'hypothèques étaient slovaques ; les Roumains avaient 371 établissements comptant 30.717,5 mille florins et 67.585,5 mille florins d'hypothèques. En tout, les nationalités possédaient 771 établissements avec 59.811,9 mille florins de fonds et 121.220,7 d'hypothèques. (Données de Pal Balogh : « Les races en Hongrie, Budapest, 1902; pages 1084-1085 ».

tout des juifs assimilés). Les établissements d'instruction publique hongrois de degré supérieur jouissent seuls de subventions de l'État. Outre cela, les régions des nationalités sont en général beaucoup plus faibles et plus pauvres (1). La presse hongroise prend un élan prodigieux (2), le capital roulant devint presque entièrement hongrois et toute la vie économique et intellectuelle du pays se concentre à Budapest. A côté de cette ville tout autre centre de la province disparaît presque complètement.

Ces faits ont dissipé les rêves territoriaux des nationalités et accru les prétentions à la puissance des classes historiques épuisées par la révolution. C'est pourquoi, ces classes historiques ne veulent plus de la loi des nationalités; c'est aussi pourquoi cette loi devient le palladium des nationalités opprimées.

Cependant, un autre résultat du développement capitaliste et intellectuel, dont nous venons de parler, est que les nationalités déploient plus de force et qu'elles revendiquent leurs droits sur le terrain administratif et intellectuel et réclament à peine l'indépendance territoriale. La classe moyenne des nationalités, boycottée par les emplois, par la politique et par la vie sociale devient le chef des nationalités, car son existence dépend de la confiance que le peuple lui témoigne. Le sentiment national, l'exaspération des opprimés, l'intérêt dans la lutte pour l'existence : tout cela s'accorde pour renforcer cette liaison.

Si nous examinons mieux les aspirations des nationalités de Hongrie, nous verrons que chez nous, de même qu'à l'étranger, *in ultima analysi*, elles touchent de près les intérêts les plus importants du peuple et que les « agitateurs des nationalités » ne font que leur donner une expression plus vive et plus synthétique. Les aspirations des nationalités peuvent être divisées en trois classes :

I. Celles qui concernent les maux causés par l'administration et par la justice.

II. Celles qui se rapportent aux difficultés économiques du peuple.

III. Celles qui ont pour objet les écoles primaires et les questions d'ordre intellectuel.

Ad. I. Pour ce qui concerne les maux de l'administration, il ne s'agit pas uniquement, comme à l'étranger de quelques maux concrets comme par exemple le fonctionnement lent et cher d'un mécanisme administratif vieilli et impécice, mais du système tout entier.

S'appuyant sur ses propres expériences, Béla Grunwald a dit à propos de ce système : « Les intérêts personnels et locaux ont donné naissance à un système, qui est plus démoralisateur, plus détestable et plus dan-

(1) S'appuyant sur les données de l'imposition de 1894, Beksiés a montré, que la ville de Budapest à elle seule paie autant d'impôts que toutes les régions des nationalités prises ensemble. Cette proportion n'a pas changé essentiellement. Cette pauvreté relative des nationalités explique en partie pourquoi sur les 11.013 étudiants d'écoles supérieures, 9.880 sont Hongrois.

(2) Parmi les exemplaires de journaux expédiés par la poste en 1906, 103.429.418 étaient hongrois, 4.715.820 slovaques et 3.784.385 roumains.

gereux encore pour la liberté que l'absolutisme ». Et aujourd'hui même, la bien prudente et sérieuse revue : Jogtudományi Kozlony répète ce jugement en écrivant que notre administration se base en grande partie sur l'arbitraire et que presque dans toutes les directions la protection, l'influence et les démarches jouent un grand rôle. Tout spectateur objectif doit véritablement reconnaître que c'est le système de l'incertitude du droit, de la violence et de l'arrogance de classe. Cette administration a encore aujourd'hui le caractère féodal, elle s'appuie, sinon de droit, du moins de fait, absolument sur des droits de naissance. Elle n'est pas l'exécutrice de la volonté du peuple, mais bien la dominatrice du peuple; sa seule tâche est de faire payer les impôts, de maintenir l'ordre, de distribuer les mandats et d'assujettir en tout la volonté du peuple aux intérêts de la classe dominante. Les employés ne connaissent pas, en outre, dans la plupart des cas la langue du peuple; ils sont donc obligés de s'en remettre au service d'interprètes qui bien souvent sont corruptibles, sinon corrompus. Le peuple ne voit partout que son oppresseur et son ennemi dans l'administration. En vérité, c'est le mécanisme de la domination de classe qui rend l'administration incapable de tout travail utile dans le sens moderne. Outre cela, l'ignorance de la langue du peuple trouble aussi l'ordre juridique, même là où l'ignorance de classe et la puissance arbitraire ne peuvent pas se faire valoir autant, comme par exemple dans les tribunaux. Il est véritablement monstrueux que les intérêts politiques et économiques d'une population s'élevant à des millions soient décidés par quelques gens qui ne connaissent pas la langue de ces millions! C'est là un terrible outrage à l'égalité politique qui effraye tout ami de la justice. L'égalité devant la loi du pauvre homme, nous le savons, n'est qu'une fiction. Ce n'est que le riche qui peut se reconnaître dans les procédés bien compliqués et chers de la juridiction. Cette inégalité « naturelle » devant la loi, créée par le procédé juridique du capitalisme, est encore augmentée par ce que l'administration et le tribunal ne comprennent pas la langue du peuple. Voilà pourquoi les nationalités ont encore moins de droits que le peuple hongrois. Ce sont du reste, elles-mêmes qui paient ce manque de droits puisqu'elles doivent allouer des traitements bien élevés aux interprètes.

Il est donc bien naturel que le paysan non hongrois ne voie de ce qui précède que l'oppression d'une langue étrangère. Le problème de l'administration toute entière revêt à ses yeux un caractère de nationalité: il a besoin d'employés de « son propre sang », qui parlent la même langue que lui, qui vivent avec lui, qui connaissent ses habitudes, ses maux et ses aspirations.

Ad. II. Les difficultés économiques des peuples des différentes nationalités sont généralement les mêmes que celles du peuple hongrois: culture intellectuelle et économique inférieure, salaire très bas, manque d'industrie qui occupe les forces non employées par l'agriculture, crédit usurier et, à cause de l'agriculture extensive, manque de terrain et de pâturages qui puissent subvenir aux besoins du peuple se multipliant continuellement.

La plus grande difficulté du paysan hongrois, le latifundium (la grande

propriété) ne se présente pas dans les régions roumaines, la Transylvanie étant par excellence la patrie des petites propriétés. Par contre, le niveau économique du peuple roumain est de beaucoup inférieur à celui des Hongrois ou des Saxons.

Ce retard économique du peuple roumain en particulier et des nationalités en général (excepté les Saxons et les Allemands) se trouve expliqué par plusieurs causes. Tout d'abord, nous devons faire remarquer que les nationalités habitant des régions moins fertiles que les Hongrois n'ont pu se créer ce surplus de produits agricoles qui est la base de l'industrie et du commerce. C'est pourquoi l'industrie des contrées habitées par les nationalités n'est pas si développée que celle des régions occupées par les Hongrois (sur 1.000 habitants dans les contrées hongroises, 481.54 sont producteurs de matières premières, dans les contrées slovaques 563.63 et dans les roumaines 633.88). Ces deux causes, auxquelles viennent se joindre l'oppression politique et administrative en font naître une troisième, l'infériorité de la culture intellectuelle des nationalités qui paralyse encore plus le développement économique. « La cause de l'ignorance du paysan roumain — dit Ernest Eber — provient de ce qu'au commencement même, à l'école primaire, il ne peut s'approprier les notions élémentaires des sciences (1). Un autre facteur, également important dans cette question est que l'enseignement spécial populaire de l'économie manque presque totalement dans les régions des nationalités.

Toutes ces causes conduisent à l'usure capitaliste, dans laquelle parfois Hongrois et « agitateurs » des nationalités prennent part fraternellement.

Cette triste situation économique est encore envenimée par le manque de terre arable; et c'est ce qui nous explique pourquoi les nationalités sont exaspérées par la malheureuse politique de colonisation du gouvernement hongrois, qui n'est du reste qu'une caricature triste et puéride du système grossier, mais au moins vaste que les Prussiens emploient à Posen. On établit quelques milliers de Hongrois sur des propriétés de l'Etat, et ce qui est encore plus fâcheux, dans des contrées où le besoin de fonds de terre se fait déjà sentir. On peut donc s'imaginer quels sentiments éprouve pour l'Etat hongrois ce pauvre paysan roumain dans la lutte si désespérée qu'il doit mener pour la vie. Il est inutile de dire que ces essais de colonisation sont complètement stériles au point de vue national; ces îlots artificiels finissent, en effet, toujours par être engloutis dans le grand océan des nationalités. C'est ainsi que les maux économiques dégénèrent en germes de discordes de nationalités.

Ad. III. La question de la langue des écoles est peut-être encore plus importante que la question d'administration et d'économie politique. C'est, en effet, le côté le plus sensible du problème des nationalités car la lutte se base toujours sur la langue et sur les traditions communes. Maintenant que le courant chauviniste et national s'accroît continuellement, il n'est pas douteux qu'il cherche à refouler à l'arrière plan la langue des nationalités pour la remplacer par l'enseignement obligatoire de la langue

(1) La lutte des races. La question des nationalités en Transylvanie. Budapest, 1905. (En hongrois.)

L'Etat actuel et le monde officiel au lieu de remédier à ces inconvénients, se tourne justement contre ceux qui dévoilent les maux et les douleurs de leurs peuplés. Ces derniers sont nommés « agitateurs traîtres », alors même que leur grande majorité n'agit pas contre l'intégrité de l'Etat hongrois mais uniquement contre les abus de la classe dominante. En d'autres termes, les dépositaires de la puissance emploient à l'égard des nationalités le même procédé qu'envers les socialistes : poursuite par voie de la presse, terreur sociale, procès et punitions. Pourtant dans chaque lutte les martyrs ne font qu'amener de nouveaux prosélytes. La Tribuna vient de publier une statistique d'après laquelle 226 procès, ayant pour causes des agitations des nationalités et d'autres motifs analogues ont été jugés par le tribunal. Depuis le 22 avril 1906 jusqu'au 27 août 1908, l'ensemble des condamnations infligées aux accusés s'élève à 181 ans, 3 mois et 6 jours de prison et à 99.087.50 couronnes d'amende. Ces chiffres ne sont pas exagérés si l'on pense que la traduction et la publication de la fameuse lettre de Bjornson est une cause suffisante pour donner naissance à des poursuites.

Il est évident que toute cette politique est nuisible et déraisonnable car elle empêche le développement paisible du pays et le libre accroissement de la force productive. Elle est en outre tout à fait aveugle, car si des Etats puissants comme la Russie et l'Allemagne n'ont pu, malgré toutes leurs ressources et les armées et malgré leur immense appareil bureaucratique, s'assimiler les petits peuples de la Finlande, de la Pologne et du Danemark, comment un pays arriéré, faible et pauvre comme la Hongrie pourrait-il par des moyens violents s'assimiler presque la moitié de la population ?

D'ailleurs ce n'est pas nécessaire, puisque la population hongroise a su s'assurer l'hégémonie pacifique et la prépondérance économique et intellectuelle de telle sorte que toute mesure violente ne saurait que lui nuire.

Malgré son absurdité théorique et son danger pratique, cete politique vivra donc, car les gouvernemens ne sont pas guidés par les principes de Bentham mais bien par ceux de la classe dominante. Le féodalisme ne peut d'ailleurs choisir une autre politique de nationalité que celle que nous venons d'examiner. Ce ne sont que de nouvelles classes et de nouvelles forces qui pourront détourner la Hongrie de cette fausse politique de nationalités, — faible imitation du modèle russe et prussien — et la conduire vers les bons exemples que nous ont donnés la Suisse, la Belgique et l'Amérique du Nord.

Oscar JASZI.

(Dernièrement Ministre de ressort dans le Cabinet du Comte Caroly de Budapest).



Procès-verbal de la Séance du 9 Avril 1919 du Comité national des Roumains de Transylvanie, du Banat et de Bucovine

Le Comité national des Roumains de Transylvanie, du Banat et de Bucovine s'est réuni mercredi, le 9 avril 1919, 34, rue des Vignes, sous la présidence de M. Louis Marin, député de Nancy, rapporteur général du budget.

En prenant la parole, M. *Louis Marin* rappelle les circonstances critiques où s'est tenue, l'année dernière à la même époque, la première séance du comité transylvain : c'était la ruée allemande sur Paris, l'inquiétude s'était emparée des esprits, l'échéance de la victoire paraissait lointaine. Pourtant la victoire a été obtenue à bref délai : la guerre a été gagnée. Il s'agit maintenant de gagner la paix, tâche ardue et qui ne semble pas en bonne voie à M. Louis Marin, qui fait une vive critique des méthodes de travail de la Conférence de la Paix.

Les questions abordées par la Conférence, les solutions qu'elle envisage, sont plus confuses que jamais, les revendications des peuples, qui ont fait le plus de sacrifices, paraissent ne pas devoir obtenir une satisfaction intégrale. Cependant M. Louis Marin est optimiste : une victoire obtenue au prix de tant de sacrifices doit porter tous ses fruits. Si le gouvernement ne conclut pas une paix conforme aux intérêts vitaux de la France, le peuple le fera. M. le député de Nancy a une confiance illimitée dans la sagesse et le patriotisme des grandes masses paysannes, qui constituent l'élément le plus solide de la nation.

La situation est identique en Roumanie. Ce pays, qui n'a marchandé aucun sacrifice et qui a vaillamment accompli son devoir, peut fonder les plus grands espoirs sur la solidité de sa population paysanne, qui a fait preuve de tant d'endurance et de sagesse, et qui a été animée du plus pur esprit de sacrifice pendant la guerre. Les justes revendications de la Roumanie doivent recevoir une satisfaction entière : La France a, la première, le plus grand intérêt à la réalisation des aspirations roumaines. En effet, les autres peuples de l'Orient européen sont encore à l'époque de leur formation ; la Roumanie est, au contraire, à un degré plus avancé de civilisation, elle doit en être le gardien dans cette Europe orientale, qui fut si souvent le foyer de tant de troubles.

La France et la Roumanie, qui sortiront grandes moralement et matériellement des grandes épreuves qu'elles ont victorieusement traversées, doivent être indissolublement unies à l'avenir.

M. Louis Marin conclut en faisant un vif éloge du peuple roumain, auquel les témoignages unanimes des officiers français, chargés de mission en Roumanie, s'accordent à attribuer les plus brillantes qualités.

M. T. Vuia, Secrétaire général du Comité des Roumains de Transylvanie, du Banat et de Bucovine, donne lecture au rapport exposant l'activité de ce comité ; il rend hommage à M. Louis Marin, ainsi qu'aux autres personnalités françaises ou roumaines, qui ont chaleureusement soutenu la cause roumaine. Il entreprend, en même temps, une critique courageuse des procédés mis en œuvre pour empêcher la formation de la légion transylvaine d'aboutir.

En prenant de nouveau la parole pour remercier M. Vuia, M. Louis Marin fait l'éloge du Comité, et exprime son regret de ne pouvoir assister au reste de la séance, qui continue sous la présidence de M. le général Iliesco.

M. le général Iliesco met en discussion la question de l'existence du Comité. Celui-ci a eu sa raison d'être comme organe politique, à une époque où les Roumains irrédimés n'avaient pas le moyen de faire connaître et soutenir leurs revendications. Aujourd'hui que les pays roumain transcarpathiques sont officiellement représentés à la Conférence, l'existence du Comité n'est plus indispensable : il peut être dissous. La question mise aux voix, après une brève délibération, où plusieurs membres du Comité ont pris la parole, est unanimement résolue par l'affirmative, et le Comité est dissous.

M. *Tampănariu*, ancien membre du Comité, prend la parole pour exposer le rôle des ouvriers Transylvains dans l'œuvre poursuivie par le Comité. Bien que socialistes, les ouvriers transylvains ont estimé que leur premier devoir était de soutenir les aspirations nationales, ils ont tenu à honneur de le faire, tant que les représentants transylvains n'ont pu se rendre à Paris. Désormais, l'existence du Comité devient inutile ; toutefois, les ouvriers transylvains ne négligeront pas à l'avenir les intérêts nationaux ; leurs préoccupations sociales ne sont pas exclusives de leurs devoirs de Roumains.

Après avoir rendu hommage à l'attitude des ouvriers transylvains, M. le général Iliesco expose la question de la revue « la Transylvanie ! » Les négociations de paix n'ont pas encore abouti, toutes les questions n'ont pas encore reçu une solution. C'est pourquoi la propa-

gande demeure nécessaire ; la « Transylvanie » a encore un rôle utile à remplir à l'avenir : elle doit donc continuer à paraître.

M. C. *Mavrodin*, rédacteur en chef, prend la parole pour remercier à son tour tous les collaborateurs de la revue, et donne des détails très intéressants sur le tirage de la revue, sur sa distribution, sur la portée de la propagande nationale, sur les frais d'impression.

Le tirage de chaque numéro de la revue est de 2.000 exemplaires ; plus de 1.000 sont gratuitement envoyés à Paris, en province et à l'étranger ; 350 aux bibliothèques des gares de chemins de fer, des et 60 aux grandes bibliothèques de France.

Le Capitaine V. *Stoïca*, président de la Ligue nationale des Roumains d'Amérique, récemment arrivé des Etats-Unis, offre de faire paraître la revue pendant deux mois aux frais de l'Association des Roumains d'Amérique. Sur la proposition de M. le général *Iliesco*, qui le remercie vivement, M. *Stoïca*, ainsi que l'ancien Rédacteur en Chef, M. *Mavrodin* sont élus, le premier Directeur et le second Rédacteur en Chef de la Transylvanie. Avec la collaboration de l'ancien Comité, ils continueront la publication de l'organe.

M. *Văida-Văevod*, ministre des Affaires Etrangères du gouvernement transylvain et chef de la délégation transylvaine pour les négociations de paix, prend la parole pour rendre hommage à l'activité patriotique du Comité transylvain de Paris. Aux heures sombres où la voix des Roumains transcarpathiques était étouffée, ils ont été les seuls à énoncer les droits imprescriptibles de tous les Roumains à disposer d'eux-mêmes et à s'unir en un seul pays. Leurs efforts ont porté des fruits ; leur propagande a été écoutée ; l'écho lointain en a pénétré jusqu'en Transylvanie, où il fut un puissant réconfort pour tous les patriotes roumains dont il a entretenu l'espoir et rallumé le courage, dans leur lutte tenace pour la réalisation de l'idéal national.

Sur la proposition du comité de rédaction, MM. *Văida Voévod*, le général *Iliesco*, le chevalier J. de *Flondor*, ministre de Bucovine, et C. *Brediceanu*, du Banat, sont élus à l'unanimité membres du comité de patronage de la revue.

La séance est levée à 6 heures et demie de l'après-midi.

NOTES & DOCUMENTS

Les Roumains de Transylvanie et la mission du Général Smuts

D'après le *Génevois* (17 avril 1919) :

Une délégation d'hommes politiques éminents de Transylvanie vient d'arriver à Berne. Elle est composée du célèbre patriote transylvanien, D^r Basile Lucaciu, membre du gouvernement actuel, et de M. Georges Pop, homme de lettres, membre de l'Assemblée d'Alba Julia; de M. le D^r Octavian Crismariu, ancien magistrat, membre de la délégation de Transylvanie à la Conférence de la paix de Paris; de M. le capitaine Radu, délégué du conseil national roumain pour la Suisse.

La délégation s'est présentée le 12 avril aux légations alliées, où elle a fait un rapport sur la situation actuelle en Transylvanie. Les membres de la délégation ont en outre remis aux diplomates qui les ont reçus l'aide-mémoire ci-joint. Ce document, dont l'importance n'échappera à personne, a été transmis télégraphiquement à Paris au président Wilson, ainsi qu'à MM. Lloyd George, Clemenceau et Orlando.

En voici le texte intégral :

Berne, le 12 avril 1919.

En présence des événements qui se sont déroulés ces jours derniers, et afin d'éviter tout malentendu qui pouvait avoir des conséquences incalculables, les Roumains de Transylvanie et des provinces ci-devant hongroises croient devoir déclarer ce qui suit :

Dans les jugements que l'on émet sur la question roumaine, on est malheureusement tenté d'oublier trop souvent qu'indépendamment des traités conclus entre la Roumanie et les gouvernements alliés, le peuple roumain — qui forme la grande majorité de la population dans les provinces en question — s'est spontanément rattaché au royaume de Roumanie par l'acte solennel d'Alba Julia du 1^{er} décembre 1918. On oublie, en outre, qu'un second acte, d'une haute signification politique lui aussi, à savoir la déclaration de Mediasch, par laquelle les Saxons de Transylvanie proclament à leur tour leur attachement à la Roumanie (8 janvier 1919).

Il est donc bien établi que, même en dehors des conventions internationales mentionnées plus haut, le rattachement de ces provinces à la Roumanie se trouve parfaitement justifié au point de vue juridique, *par la volonté librement exprimée de la grande majorité de leurs habitants*. Le droit international classique, aussi bien que les principes formulés par le président Wilson, sont donc parfaitement applicables à notre cas. *Parler, par conséquent, d'impérialisme roumain au sujet de ces provinces, ainsi que le font nos adversaires, c'est faire preuve d'une insigne mauvaise foi ou témoigner d'une grande ignorance.*

Toutefois, l'attitude de la Conférence de Paris à notre égard et notamment aussi celle adoptée par le général Smuts, ont suscité dans notre pays une vraie consternation.

En effet, depuis cinq mois, notre peuple souffre horriblement des conséquences d'un armistice conclu au mépris de nos droits, de nos intérêts vitaux, des conventions existantes, et, par dessus tout, au mépris de notre volonté. Malgré cela, notre peuple, dont la patience est devenue proverbiale, ne s'est jamais départi de son calme.

Nous avons assisté, soumis et patients, au partage sans rime ni raison de notre peuple en deux fragments isolés l'un de l'autre. Depuis, nous avons dû subir des vols, des molestations, des arrestations, des assassinats, bref, les crimes les plus abominables de la part des troupes, des bandes, voire même des autorités magyares.

Nous avons assisté, calmes et résignés, au travail sourd des bolchévistes officiels envoyés dans nos villes et dans nos campagnes par les gouvernements magyars successifs. Notre foi dans la justice de notre cause était telle que nous n'avons pas réagi.

Mais maintenant, il semble que pour avoir été trop sages, trop patients, trop confiants, nos grand aliés commencent, eux aussi, à douter de la justice de notre cause.

La manœuvre politique esquissée par les magnats hongrois déguisés aujourd'hui en bolchévistes semble devoir aboutir. Le succès incontestable obtenu par les magyars peut avoir des suites désastreuses. Les nouvelles que nous recevons de Transylvanie sont symptomatiques à cet égard. La plupart de nos compatriotes commencent à se demander s'ils peuvent encore espérer quelque chose de la Conférence de Paris.

Voilà ce que nous lisons dans un manifeste lancé dernièrement en Roumanie par un groupe de patriotes roumains :

« Las de mendier le droit à la vie en tant que peuple libre, las.

« de demander en vain l'application loyale des traités librement
« consentis et le droit de libre disposition, le peuple roumain doit se
« dire qu'en réalité il est le seul en Transylvanie qui n'ait rien à
« redouter du bolchevisme.

« On devrait se rappeler, aussi bien à Paris qu'à Budapest, que
« la propriété foncière, les sociétés industrielles, les chemins de fer,
« les mines, les banques, le capital en un mot, appartient presque
« exclusivement aux hobereaux magyars, aux Allemands, aux juifs
« et qu'au bout du compte le Roumain n'a aucun intérêt à défendre
« un régime qui ne profite qu'aux ennemis de sa race. »

Nous nous permettons de vous soumettre ces considérations et nous signalons ces faits dont Votre Excellence appréciera certainement toute la gravité, en vous priant très respectueusement de les communiquer à votre honorable gouvernement

Nous nous permettons de vous soumettre qu'il est de toute nécessité que le peuple roumain ait une preuve palpable de la sollicitude de ses grands et puissants alliés. Nous autres, qui vivons en contact direct avec l'Occident et qui nous rendons compte des difficultés sans nom contre lesquelles les illustres hommes politiques qui siègent à Paris ont à lutter, nous savons comprendre. Nos frères de là-bas, qui ont faim, qui ont froid, qui sentent la vague de l'anarchie déferler sur leurs côtes, qui ont si terriblement souffert et ont connu des désillusions sans précédent dans l'Histoire, ont besoin de se sentir appuyés; ils ont besoin de réaliser que leurs souffrances ne soient pas vaines et leur résistance sauvegarde autre chose que les intérêts de leurs ennemis.

D' Basile Lucaciu, ministre d'Etat; *Georges Pop*, homme de lettres, membre de l'Assemblée nationale d'Alba Julia; *J. Schiopul*, homme de lettres, membre de l'Assemblée nationale d'Alba Julia; *D^r Octavian Crismariu*, ancien magistrat, membre de la délégation de Transylvanie à la Conférence de la paix de Paris; *Capitaine Radu*, délégué du Conseil national roumain pour la Suisse.

La légion transylvaine

La légion des Roumains de Transylvanie, formée en France, a défilé le dimanche, 2 mars, au fort de Sucevița, devant MM. Brătianu, premier ministre de Roumanie, le D^r Văida-Voevod, Ministre de

Transylvanie, Caius Brediceanu, conseiller au Ministère des Affaires Etrangères de Roumanie. Les troupes étaient commandées par le capitaine Cervoni.

La belle tenue des troupes, leur entrain a frappé tout le monde. Ce sont de solides guerriers. Après le défilé, M. Bratiano leur adressa la parole. Il leur annonça, en termes vibrants, le retour des fils irrédimés à la mère patrie, il accentua la reconnaissance que la Roumanie doit à la France, et il leur recommanda de suivre l'exemple du peuple français, dont le génie a pu faire de ce pays le plus beau pays du monde. La France montre ce que peut faire un peuple honnête et laborieux. Une ovation répétée des soldats clôt la harangue.

M. Vaïda, que tous ces soldats connaissent, montra dans un discours qui allait droit au cœur des soldats, que maintenant, grâce à la victoire remportée par nos grands et nobles alliés, l'ère des souffrances touche à sa fin. Les Roumains de Transylvanie voient leurs aspirations séculaires réalisées. Il les exhorte à suivre le bel exemple offert par le peuple de France et à profiter de ce qu'ils ont vu.

Le sergent Barbu sortit des rangs et, dans une adresse émouvante, conta pourquoi lui et ses camarades se sont engagés dans l'armée transylvaine. Ils se mettent tous à la disposition de MM. Bratiano et Vaïda, pour les suivre là où le besoin se montrera, pour combattre pour la cause de la nouvelle Roumanie.

Monsieur Vaïda remit alors le drapeau tricolore roumain aux légionnaires. « Vous êtes parti à la guerre avec ce drapeau, leur dit-il, on vous l'arracha, vous rentrerez maintenant de nouveau avec ce drapeau ».

Mme Catargi, Mlle Munteano, le poète roumain Goga, MM. les colonels Jonsco-Munte, Dumitresco, ainsi qu'une nombreuse délégation du Comité de Paris des Roumains de Transylvanie et de Bucovine, ont tenu à assister à cette belle fête.

La ligue pour l'affranchissement des Roumains du Timoc et de la Macédoine

Samedi le 8 mars 1919, deux délégations, celle des Roumains du Timoc et celle des Roumains de la Macédoine, toutes deux récemment arrivées à Paris pour soutenir devant la Conférence de la Paix leurs revendications nationales, se sont présentées à la Colonie Roumaine de Paris, réunie au 114 avenue des Champs-Élysées en assemblée extraordinaire, et, après avoir exposé la situation douloureuse des Roumains qui font partie du Royaume de Serbie, ainsi que des Roumains du Pinde et de Macé-

doine, ont fait connaître les revendications qu'ils ont formulées devant la Conférence.

A la suite de leur exposé émouvant et au cri de secours par eux lancé à tous les frères libres de Roumanie, de Transylvanie, de Bucovine et du Banat, la Colonie Roumaine a mis, dans un ardent élan, les bases d'une ligue nationale composée de Roumains de toutes les provinces et portant le titre de : « Ligue pour l'Affranchissement des Roumains du Timoc et de la Macédoine ». S'inspirant du grand principe wilsonien qui reconnaît à chaque peuple le droit de disposer librement de son sort, le but de cette ligue est, comme son propre nom l'indique, d'aider les Roumains du Timoc et de la Macédoine dans leur lutte pour l'affranchissement.

Le Comité de la Ligue se compose comme il suit :

PRÉSIDENT D'HONNEUR :

BASILE STROESCO, chef du mouvement national de Bessarabie.

PRÉSIDENT ACTIF :

GEORGES MURNU, professeur à l'Université de Bucarest, délégué macédo-roumain.

Deux intéressantes Publications Roumaines

Nous sommes très heureux de pouvoir saluer l'apparition de deux bulletins d'informations roumaines, l'un à Berne, sous la direction de notre érudit compatriote et confrère, M. PETRESCO-COMMÉNI, le directeur du « Bureau de Presse Roumaine » en Suisse, et avocat au barreau de Bucarest; l'autre à Paris, dirigé par notre sympathique Conseiller près la Délégation Roumaine à la Conférence de la Paix, M^e MARCEL-DJUVARA.

« Plus précise peut-être qu'un simple journal, plus accessible en tout cas qu'une revue, cette publication — nous dit notre confrère de Paris dans son premier numéro — est une de celles qui ont pour but de donner des informations sur la Roumanie aux étrangers alliés et neutres susceptibles de s'intéresser de près aux questions roumaines. »

Au moment où, dans une nouvelle Europe se forge la plus belle Roumanie, ces publications arrivent avec une rare opportunité, et nous leur souhaitons de tout notre cœur le plus grand succès dans leur noble et si patriotique activité.

L'entrée des troupes Roumaines à Budapest

Le Bureau de presse roumain apprend de Vienne que les troupes roumaines seraient entrées à Budapest.

(Le Temps, du 6 mai 1919).

AVIS

Le nouveau Comité de Rédaction de notre revue vient de se composer ainsi : Directeur, Capitaine *V. Stoïca*; Rédacteur en Chef, *Constantin D. Mavrodin*; Secrétaire de Rédaction, *Jean Lugosianu*; avec la collaboration de l'une des plus distinguées élites des hommes de lettres de l'ancien Royaume de Roumanie et de nos provinces irrédentes : MM. le professeur *Bogdan*; D^r *O. Crâsmariu*; professeur *Eșca*; *Valère Ghibaldan*; professeur *Lacea*; *Léon Lahovary*; *Horia Petresco*; Professeur *A. Rosca*; *Vitenco*; l'ingénieur *T. Vuia*.

La grande abondance des matières nous oblige à remettre au prochain numéro la suite du très intéressant article de M. Alex. André.

Egalement, M. Horia Petresco consacrera, dans les prochains numéros, une chronique aux ouvrages paraissant en français sur le peuple roumain.

**

M. Alex. André nous envoie 5 francs pour les légionnaires transylvains se trouvant en France.

La somme de 400 francs, recueillie dernièrement à cet effet, a été offerte par l'ancien Secrétaire Général du Comité, M. T. Vuia, au sergent Barbu, de la légion — le 2 mars, le jour même du défilé au fort de Sucy — en présence du trésorier, M. Nicoara et de plusieurs membres du Comité, pour être distribuée aux sous-officiers de la légion transylvaine.

Vient de Paraître

N.-P. COMMÈNE.—LA TERRE ROUMAINE A TRAVERS LES ÂGES.—Atlas historique, politique et ethnographique. Un album in-4° grand, sur papier couché. Texte français et anglais, vingt cartes en couleurs exécutées par les instituts de cartographie Borel et C^o, à Neuchâtel, et Kummerly et Frey, à Berne. Prix net 10 francs. Librairie Payot et C^o. Lausanne, 1, rue de Bourg. Paris, boulevard Saint-Germain, 106.

Les savants ouvrages historiques et politiques du Docteur Commène sont bien connus pour que nous ayons à faire l'éloge de l'auteur de cette nouvelle publication.

Le présent atlas, exécuté avec infiniment de soins, est destiné à présenter au lecteur la terre et la race roumaines à travers les âges.

Dans son introduction l'auteur nous dit quel fut le calvaire du peuple roumain — dispersé par les vicissitudes de son histoire en trois, puis en cinq, en sept, en neuf tronçons — quel est son avenir, ainsi que son rôle aux portes de l'Orient européen!

Les cartes admirablement exécutées par les premiers cartographes de la Suisse, et le texte français et anglais qui les accompagne, nous présentent la terre roumaine depuis les Scythes et les Agathyrses jusqu'à ce jour.

Les principautés roumaines nous sont présentées, pour la première fois, sous leur aspect politique, pendant le moyen âge, ainsi qu'aux temps des glorieux Voïwodes Laïco, Mircea, Etienne-le-Grand et Miche-le-Brave. Le rapt de la Bucovine et de la Bessarabie fait l'objet d'une carte spéciale qui, avec le texte intégral des capitulations intervenues entre les princes moldaves et la Porte,—qui garantissaient l'intégrité territoriale de la Moldavie—

démontrent définitivement les droits historiques et politiques de la Roumanie sur ces provinces.

La carte consacrée à l'œuvre de paix de 1913 (le traité de Bucarest) prouve éloquemment l'esprit de modération de la Roumanie qui, arbitre pour un moment de la paix universelle, pouvait *tout* exiger et *tout* obtenir de la Bulgarie écrasée.

Le dernier chapitre de ce remarquable ouvrage est consacré exclusivement à l'ethnographie des territoires roumains. Pour démontrer la justice des aspirations du peuple roumain, M. Comnène nous présente, outre des tableaux statistiques émanant des adversaires même de la cause qu'il défend, trois cartes ethnographiques célèbres : celle de Kiepert, celle d'Elisée Reclus et celle d'Agostini qui, rédigées uniquement sur la base des statistiques officielles hongroises, russes et autrichiennes, prouvent irréfutablement le caractère foncièrement roumain de ces territoires.

Une dernière carte, rédigée par l'auteur lui-même, sur la base des statistiques officielles religieuses hongroises et sur la base des dernières statistiques russes, achève de démontrer la justice et les revendications roumaines.

En dehors de sa portée politique actuelle cet ouvrage, d'une valeur scientifique considérable, rédigé aussi avec beaucoup de sens pédagogique, est destiné à figurer parmi les meilleurs ouvrages didactiques de cette catégorie.

LE BANAT.—Le Comité des Roumains de Transylvanie, du Banat et de Bucovine vient de publier une petite brochure sur cette province. Elle est due à son secrétaire, M. T. VUIA. L'auteur est originaire du Banat qu'il connaît bien pour y avoir vécu non seulement au milieu des Roumains, mais aussi au milieu des Allemands et des Serbes. Quant au présent, il nous apporte un témoignage direct tandis qu'au point de vue du passé, il nous démontre que cette province, en dépit des infiltrations des pays voisins et des colonisations dues aux empereurs d'Autriche pour combler le vide laissé par les invasions turques est un pays essentiellement roumain. L'élément roumain représente encore aujourd'hui 40 % de la population totale, tandis que les Allemands ne représentent que 24 %, les Serbes 18 % et les Magyars 12 o/o.

Par sa configuration géographique — un carré dont trois côtés sont formés par un fleuve, le Danube, deux grandes rivières navigables, la Tisa et le Muresh, le quatrième côté par le versant sud-ouest des Carpathes transylvains — par les rivières, les canaux qui le traversent en diagonale du nord-est au sud-ouest, il est un pays indivisible. Au cours de toute son histoire, il n'a jamais appartenu à plusieurs pays à la fois, il n'a jamais été divisé. Sa division atrophierait la patrie tournée vers la Transylvanie.

Un tableau synoptique nous renseigne sur la vie économique du pays. On y voit les produits agricoles, les forêts, les routes et les chemins de fer, il montre que c'est un pays complet.

On ne peut terminer sans signaler à l'attention du lecteur l'aperçu historique où est disséquée la légende du peuple magyar généreux et chevaleresque, légende dont les Magyars en abusant ont tiré tant d'orgueil et tant de profits dont l'auteur nous démontre le vrai caractère, tel qu'il se dégage des faits historiques et de l'ancienne constitution particulière du royaume de la couronne de Saint-Etienne.

Ce petit ouvrage remarquable par son impartialité se trouve en vente chez l'auteur, 7, rue de Toulon Garches (Seine-et-Oise).

M. J. URSU, Professeur d'Histoire à l'Université de Jassy, Membre du Conseil National de l'Unité Roumaine. — **POURQUOI LA ROUMANIE A FAIT LA GUERRE.** — Un volume in-16, 4 fr. 50. PAVOT et CIE, 106, boulevard St-Germain, Paris.

Tout concourt géographiquement et ethniquement, à faire de la Roumanie la sentinelle avancée de la civilisation latine en Extrême-Orient. Ce qu'étaient ses aspirations nationales, le noble idéal auquel elle a répondu en embrassant le parti des Alliés, M. Ursu l'expose dans ce volume d'une documentation précise ; il souligne ce que sa Patrie a souffert de la politique d'oppression de l'oligarchie magyare, le péril que lui faisaient courir les

visées ambitieuses de l'Allemagne en Orient. Envahie, pillée, affamée, la Roumanie a durement été éprouvée ; mais pas un instant ses populations n'ont douté de la justice de leur cause, ni désespéré de la délivrance. Il faut lire cet éloquent plaidoyer d'un ardent patriote roumain en faveur d'une Roumanie qui doit retrouver après tant de souffrances, ses frontières naturelles.

ROBERT DE FLERS. — SUR LES CHEMINS DE LA GUERRE. — L'auteur si souvent applaudi de tant de pièces spirituelles et charmantes publiée aujourd'hui aux Editions Pierre Lafitte, l'un des livres les plus vivants, les plus pittoresques, les plus riches d'impressions, d'idées, d'anecdotes, de portraits, que l'on ait écrits depuis la guerre. Engagé volontaire pour la durée des hostilités, chargé de missions successives qui l'ont envoyé un peu partout sur les chemins de France et d'Europe, pèlerin de nos villes martyres, compagnon de nos soldats du front, puis, après un long et difficile voyage qui l'amena enfin en Roumanie, à la veille de la déclaration de guerre, officier de liaison pendant la dure campagne de Dobroudja, M. Robert de Flers a été le témoin de bien des choses, — témoin agissant, récompensé par trois citations dont deux à l'ordre de l'armée, — et le confident de bien des gens. Il nous dit, en ce livre, tout ce qu'il peut nous dire de ce qu'il a vu, entendu, ressenti et, sur bien des points, ce carnet de guerre restera comme un document unique. Livre de notations toujours directes, d'une profondeur d'émotion qui n'exclut pas la grâce légère, livre d'un homme qui a fait son devoir, de tout son cœur, avec tout son esprit, il restera aussi, tout simplement, parce que c'est un beau livre, et bien français. — (Editions Pierre Lafitte, Paris. 1 vol, in-16. Prix: 3 fr. 50).



Articles parus dernièrement sur les Roumains

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Le Figaro, 7 mars 1919. — *Albert Prahovan*: A S.M. la Reine de tous les Roumains. — *La Lanterne*, 21 avril 1919. — *Œdipe*: Et la Roumanie? — *Le Courrier de Genève*, 4 avril 1919. — X.: Les alliés contre le bolchevisme et en faveur de la Roumanie. — *La Justice*, 15 avril 1919. — *Paul Aury*: En Roumanie. — *L'Industrie du pétrole*. — *La dépêche de Brest*, 1^{er} avril 1919. — X.: La Roumanie en danger. — *La Gazette de Lausanne*, 7 avril 1919. — *Jean J. Schiopul*: Les Roumains de Transylvanie. — *La Gazette de Lausanne*, 8 avril 1919. — *La Transylvanie roumaine*: Interview de N. Lucaciu. — *Westminster Gazette*. — 1^{er} avril 1919. — *Rumania's Position*: Important interview with king Ferdinand. — *L'Homme Libre*, 14 avril 1919. — *Gerville-Réache*: D'Arkangel à Sébastopol. — *L'Action Française*, 15 avril 1919. — *Roger Lambelin*: Souvenirs de Take Jonesco. — *Le Petit Parisien*, 16 avril 1919. — *Jean Vignaud*: ...La Reine de Roumanie nous dit ses espoirs. — *L'Homme Libre*, 16 avril 1919. — *Jean Denier*: la Bulgarie et le Bolchevisme. — *La Démocratie nouvelle*, lundi 21 avril 1919. — *André Chéradame*: Les véritables garanties de la Paix européenne. — L'extension du militarisme prussien. — *Cincinnati Times Star*, 1^{er} avril 1919. — *Fr. H. Simondy*: Reversion of Hungary to anarchy imperils peace. — *L'Information*, 2 avril 1919. — M.: La Roumanie manque de tout. — *Les Pyrénées*, 4 avril 1919. — *Gabriel Hanotaux*: En vue du Port. — *Dally Chronicle*, 14 avril 1919. — *Constantine Brown*: Rumania devastated and hungry. — *Le Petit Parisien*, 22 avril 1919. — A la frontière de la civilisation. — Correspondance de Bucarest. — *Le Courrier de l'Eure* (Evreux), 10 avril 1919. — *Général Fonville*: Le front antibolchevique. — *Algemeen Handelsblad* (Amsterdam), 10 avril 1919. — G. N.: Bultendand-Hongarije. — *Télégraaf* (Amsterdam), 11 avril 1919. — R.P.: De Foestand us Roemenie. — *Le Temps*, 22 avril 1919. — D. Draghicesco: Le Banat de Temesvar. — *L'Express de Liège*, 3 avril 1919. — P. B.: La situation générale. — *Le Nord maritime*, 8 avril 1919. — *Paul Berthelet*: Méfions-nous de la Bulgarie.

taier et d'empêcher la réalisation de notre rêve séculaire. Les Hongrois veulent nous prendre la Transylvanie ; les Ukrainiens la Bessarabie. C'est évidemment un grand honneur pour nous de voir l'orgueilleuse Hongrie d'autrefois être forcée de s'allier avec l'Ukraine, pays de plus de 30 millions d'habitants, pour nous attaquer, nous les petits et les faibles d'hier. On comprendra que cet honneur ne nous achemine pas. Mais en réalité cette coalition ukraïno-hongroise est la preuve de notre force et aussi la preuve que deux ans et demi de guerre et de sacrifice n'ont pu abattre la Roumanie.

Il est du plus haut intérêt pour les Alliés que Roumains et Polonais reçoivent sur ce point entière satisfaction.

Henry AUSTRUY.

Directeur de « La Nouvelle Revue »

NOS AMIS ROUMAINS

Le général Iliesco

La Revue *La Vie* (Avril n° 5 1919).

La stature, les épaules larges, l'allure d'un chasseur à pied ; cheveux argentés et drus. On le croirait d'un recrutement au sud de la Loire, du Limousin ou de la Provence. Age : 1.800 ans. Très fier d'avoir servi dans l'armée de Trajan. Se nomme « Roumain » avec le sentiment cornélien de la grandeur de Rome. A fait partie de la Légion Claudia, qu'il prononce « Claoudia ». A parcouru avec elle par étapes toute l'Europe et entrevu en l'exécutant, la pensée des Césars, la politique des flèves, telle que la symbolise la mosaïque du Louvre : le Rhin, le Pô, le Danube, le Dniester, la Vistule raccourcis prolongés par tous leurs affluents, la Save, la Drave.

Il a reçu la tradition des soldats d'Alexandre et parle de Mithridate, roi du Pont, des expéditions que Scylla, Antoine, Pompée ont conduites parfois jusqu'au pied du Caucase, comme nous parlons des chefs de la Révolution et de l'Em-

pire que nos grands-pères ont connus ; des 450 ans de captivité sous les Turcs comme d'un accident naturel à la vie des soldats d'avant-poste, mais qui ne les abat point parce qu'ils savent leur supériorité et qu'ils emploient ce temps à la confirmer et à la définir en eux par les contrastes qu'ils observent avec la vie barbare.

Aussi tous les événements pour lui se situent dans l'espace, se placent en profondeur. Le présent ne lui semble point si nouveau qu'on le croit ; l'avenir si mystérieux qu'on le pense. Rome était venue camper sur les bords du Danube non point pour son plaisir mais uniquement pour sa tranquillité, pour occuper et pour garder les couloirs d'invasion. C'est le jeu de l'Ombre et de la Lumière. La Civilisation s'avance, la Barbarie recule ; elle recule, l'autre revient. On l'a vu au IV^e siècle, on le voit au XX^e. Vous discutez avec les Parthes et les Scythes, ils se moquent bruyamment de vous, éclatent de rire, se jugent déjà vainqueurs.

Est-ce à dire qu'il faille les massacrer. Point du tout. Ils sont à l'âge de l'enfant, sans passé, sans mémoire, sans expérience, sans discipline. Vous les voyez tour à tour ou furieux ou câlins. Mais ce sont des hommes donc perfectibles. Il faut alors recommencer Trajan, renouveler le miracle roumain : Il est assez beau de penser que d'une légion on ait fait une nation. Il faudra les fixer au sol par la propriété privée, leur apprendre le travail, leur donner des lois, des règles, une discipline. Le premier moyen, garder avec l'aide de la Pologne tous les passages de la mer Noire à la Baltique, par où ils cherchent à s'infiltrer ; puis les approcher doucement comme on fait d'un cheval échappé, les apprivoiser, les diriger. Leur pays est fertile. L'économie générale de l'Europe a besoin qu'on mette en pleine valeur les mines du Donetz, et que les terres à blé fournissent le plein de leurs moissons.

A. M.

CHOCOLAT TISCA

Production réservée

aux Mutilés de la Guerre

3, Rue Martin-Garat (Téléphone : Roquette, 52-41) PARIS (XX^e)

Café - Bar Restaurant Joseph Muraceano

Métro Cadet 49, Rue Richer, PARIS (IX^e) Métro Cadet

Déjeuners et Diners à la Carte ou au Fixe

THÉ — CHOCOLAT A TOUTES HEURES — SANDWICHES

Cuisine soignée

Five o'Clock Tea — American Bar

FABRIQUE DE MEUBLES

En tous genres

Chambres à coucher, Salles à manger
avec Marqueterie et Bronze

MEUBLES ANGLAIS — DÉCORATIONS D'INTÉRIEUR

PETRASCO

4, Passage de la Main d'Or, PARIS (12^e)

Installations de bureaux et magasins
Ébénisterie et Menuiserie d'Art

Fourrures en tous Genres

RÉPARATIONS — TRANSFORMATIONS

(Garde-pendant l'Été)

Daniel MOGA

46, Quai de l'Hôtel-de-Ville, 4

PARIS (6^e)

Maison de Confiance

FOURRURES EN TOUS GENRES

Gros Réparations — Transformations

Garde de Fourrures pendant l'Été

Constantin PETROUÇA

:: 60, Rue Saint-André-des-Arts ::
PARIS (JV)

Prix très Modérés

Pour les Commandes,
on se rend à domicile

LE COURRIER DE LA PRESSE

"LIT TOUT"

"RENSEIGNE sur TOUT"

Ce qui est publié dans les
JOURNAUX, REVUES & PUBLICATIONS
de toute nature

Circulaires explicatives et Tarifs envoyés gratis

CH. DEMOGÉOT, Directeur
12, Boulevard Montmartre, PARIS (2^e)